

# **LA MONDIALISATION, ENTRE SUPERPUISSANCE DES FIRMES ET ENCADREMENT PAR LES GRANDES PUISSANCES**

## **GLOBALIZATION, BETWEEN THE ENTERPRISES SUPERPOWER AND THE BIG ECONOMIES SUPERVISION**

**Dr Massar Sène**

Laboratoire LEIDI, Université Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal), Parcours « Espaces et sociétés urbaines »  
massar.senerosso@gmail.com

**M. Amadou Sow**

Doctorant en Langues Etrangères Appliquées, Option : Allemand, Université de Thiès (Sénégal),  
herrsow302@gmail.com

**Date de soumission** : 19/07/2021

**Date d'acceptation** : 11/09/2021

**Pour citer cet article** :

Massar S. & Amadou S. (2021) « LA MONDIALISATION, ENTRE SUPERPUISSANCE DES FIRMES ET ENCADREMENT PAR LES GRANDES PUISSANCES », Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit, « Volume 5 : Numéro 3 », pp : 161-192.

## Résumé

La mondialisation n'est pas un phénomène nouveau car elle remonte depuis la période transnationale. Elle est entretenue par les firmes transnationales qui disposent de chiffres d'affaires élevés. Leur PNB se compare à celui des pays semi-développés voire même celui de l'Afrique. Celle-ci est en marge de la mondialisation et son poids dans l'économie mondiale est très insignifiant. L'encadrement de la mondialisation par les grandes puissances est plus que manifeste.

Dans ce monde de concentration, où placer les pays pauvres ? Leur position est périphérique, donc marginale. Les stratégies de leur insertion à l'économie mondiale doivent privilégier la réduction de la pauvreté. Une stabilité macroéconomique est plus que nécessaire en plus des réformes structurelles et des mesures incitatives sur l'emploi, l'éducation et la formation. Le rôle des économies avancées devrait se situer dans l'aide publique au développement, dans la stimulation des échanges. La croissance doit être de rigueur pour combler le gap entre pays développés et pays en développement. Cet article rappelle le rôle de première importance des firmes multinationales dans la structuration du système-monde avant démontrer l'encadrement de la mondialisation par les grandes puissances.

**Mots-clés :** Mondialisation ; firmes ; croissance ; développement ; multinationale

## Summary

Globalization is not a new phenomenon since it dates back to the transnational time. It is maintained by transnational firms that have very huge turnovers. Their gross national product can be compared with the one of semi developed countries and that of Africa. This latter is on the fringe of globalization and its contribution to the world economy is trivial. Globalization framing by the great powers is by far evident.

In a polarized world, where do the poor countries stand? They are in marginal position. Strategies to integrate them in the world economy should focus on the reduction of poverty. A macroeconomic stability is necessary, as well as structural reform and measures to develop the economy, education and training .Developed countries should contribute to the public aid for development and the exchanges. Economic growth is a must in order to close the gap between the developed countries and the poor ones. This article reminds the importance of the principle role of multinational firms in the structuring of the world-system before showing the framework of globalization by the great powers.

**Key words:** Globalization; firms; growth; development; multinational

## INTRODUCTION

Selon Daniel Cohen (2000) : « La mondialisation est devenue en quelques années, le terme honni par lequel il faudrait pour les uns accepter les transformations en cours et contre quoi pour les autres, il faudrait lutter pour préserver l'ordre social si chèrement conquis ». A partir de cette affirmation, on peut constater qu'elle est diversement appréciée. Une lutte idéologique oppose ses partisans et ses pourfendeurs notamment les altermondialistes. Pour ces derniers, elle consacre un sapement des valeurs culturelles et l'accroissement du taux de chômage :

Ce phénomène de mondialisation, qui fait l'objet d'une perception dramatique, est considéré par une partie du monde politique et économique comme inéluctable et/ou souhaitable, alors que les milieux critiques, dont les « altermondialistes », l'estiment pour le moins problématique si ce n'est carrément « cataclysmique » pour Susan George (Gillioz S., 2006).

C'est aux Etats-Unis en 1983 sous la plume de Théodore Levitt que le concept de « globalization » traduit en français par mondialisation est apparu avec pour objectif de décrire « la convergence des marchés qui s'opère dans le monde entier ». La définition d'une telle notion doit prendre en compte le développement des moyens de communication et des infrastructures, qui comprime le temps et l'espace. Le village planétaire des nations est une réalité perceptible. La mise en cause de la souveraineté et de la nationalité des territoires concernés et la mondialisation des lois de fonctionnement de l'industrie, la montée des flux internationaux de biens et de services sont autant de leviers qui entretiennent ce processus. La mise en cause de la souveraineté des Etats est liée à la présence des multinationales, qui contrôlent les actions les plus importantes dans les entreprises. Celles-ci, pour l'essentiel, sont contrôlées par les pays de la Triade. L'enrichissement mondial s'est accru depuis plus d'un quart de siècle mais il est inégalitaire. A ce titre l'Afrique qui est une juxtaposition de contradictions, constitue un des continents laissés pour compte de la mondialisation.

La mondialisation renvoie à une réalité de deux ordres : d'un côté, celle qui correspond à l'extension sur toute la surface du globe, du marché et des réseaux technologiques de communications et d'informations, et de l'autre, la conscience planétaire qui résulte de cette appartenance collective à un même monde, contrarié par l'écart grandissant entre les plus riches et les plus pauvres des pauvres

La globalisation qui offre de grandes chances de parvenir à un développement authentiquement mondial avance de façon irrégulière. Certains pays s'intègrent à l'économie

mondiale plus rapidement que d'autres. Dans ceux qui ont pu s'intégrer, la croissance est plus forte et la pauvreté diminue grâce à des politiques tournées vers l'extérieur. C'est le cas des pays d'Asie de l'Est, qui figuraient parmi les plus pauvres de la planète il y a 40 ans et sont pour la plupart devenus dynamiques et prospères. A mesure que le niveau de vie augmentait dans ces pays, ils ont pu s'ouvrir à la démocratie et sur le plan économique, accomplir des progrès dans des domaines comme l'environnement et les conditions de travail. Dans les années 70 et 80, de nombreux pays d'Amérique latine et d'Afrique ont, contrairement à ceux d'Asie, poursuivi des politiques tournées vers l'intérieur et leur économie a stagné ou régressé, la pauvreté a augmenté et une forte inflation est devenue la norme. Des événements extérieurs défavorables ont aggravé les difficultés de beaucoup d'entre eux, surtout en Afrique. Les crises sur les marchés émergents dans les années 90 ont montré que les avantages de la mondialisation n'étaient pas sans difficultés, à cause des risques, d'une part, d'instabilité des mouvements de capitaux et, d'autre part, de dégradation du tissu social, de l'économie et de l'environnement que pouvait engendrer la pauvreté (FMI, 2000). Ce processus enclenché par l'Occident est encadré par de grandes puissances comme les Etats-Unis et les pays de l'Europe occidentale. Pour autant, des forces nouvelles asiatiques apparaissent, profitant des délocalisations et des investissements étrangers (Sène M. et Sow A., 2018).

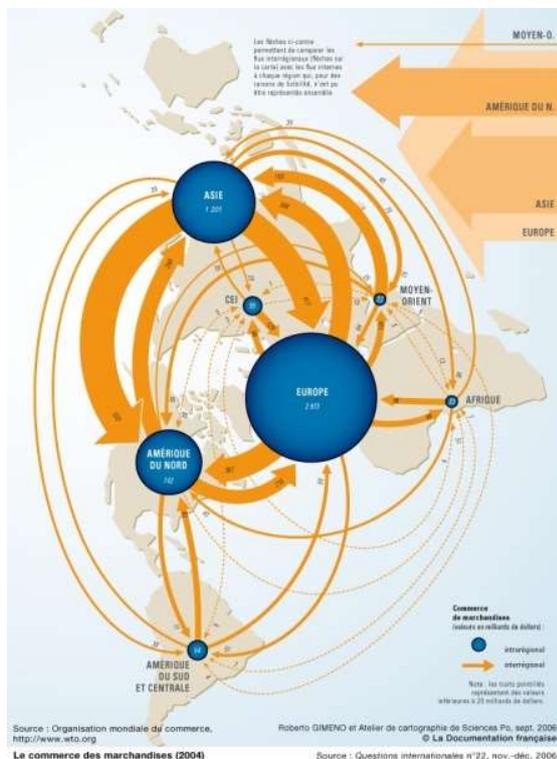
Quels sont les acteurs-clés de la mondialisation ? Quel est le poids des firmes ? Quelles catégories de pays contrôlent le système-monde ? Où se positionnent les pays en développement dans ce processus ? L'Afrique est-elle acteur ou enjeu de la mondialisation ?

### **Plan**

L'analyse de cette structuration du système-monde se fera en deux moments. Il s'agira d'abord de parcourir le rôle de première importance des firmes multinationales à travers leur explosion et leur croissance. Ensuite nous dévoilerons que la mondialisation est encadrée par les puissances occidentales et que des forces asiatiques nouvelles et ambitieuses sont apparues.

Cette carte (figure 1) de la page 5 représente les centres d'impulsion des échanges mondiaux polarisés par la Triade.

**Figure 1 : Les pôles d'impulsion des échanges mondiaux**



**Source : Questions internationales, n° 22, Novembre-Décembre 2006**

### 1. Revue de la littérature

Dans *La mondialisation*, deux pas en avant, un pas en arrière, Laudicina (2005) note que la mondialisation s'est accélérée depuis les années 90. Il ajoute que la libéralisation des politiques commerciales et d'investissements ont ouvert la voie à des progrès fantastiques. Mais des réactions hostiles se développent face à la mondialisation à cause des emplois qui se déplacent, des maladies inconnues qui se propagent et des menaces sur la sécurité qui franchissent les frontières.

Dans *Histoire de la mondialisation*, Bénichi (2005) rappelle que la mondialisation n'est pas une invention de la fin du XXe siècle. Jusqu'au XIXe siècle, on peut parler d'une simple amorce puisque les échanges ne concernent encore qu'un nombre limité de pays et de denrées. Bénichi retient que la mondialisation est perceptible dès la grande dépression des années 1873-1896 lorsque la concurrence des blés entraîne une crise de revenus pour les agriculteurs de l'Europe occidentale.

Dans *Une mondialisation plurielle*, Morin (2002) pense que la globalisation des années 90 s'inscrit dans le double processus de domination/émancipation et lui apporte des caractères

nouveaux. Il dira que la globalisation opère une mondialisation économique en même temps qu'elle favorise une autre mondialisation, certes inachevée et vulnérable, de caractère humaniste et démocratique, laquelle se trouve contrariée par les séquelles des colonialismes, le handicap de graves inégalités ainsi que le déchaînement du profit.

Dans Comment faire face aux enjeux de la mondialisation ?, Belanger (2007), constate que l'économie mondiale traverse une période de turbulence et d'incertitudes alimentée par la convergence de plusieurs phénomènes. Selon lui, la mondialisation est soumise à des tensions qui amènent plusieurs observateurs à constater que l'ouverture des marchés arrive à un stade où les résistances sont plus fortes et complique une revue fondamentale des rapports économiques entre les pays développés et les autres.

## **2. LE ROLE DE PREMIERE IMPORTANCE DES FIRMES TRANSNATIONALES**

Le monde est de plus en plus rétréci : ce constat n'a rien de nouveau. Voilà plusieurs siècles que le temps et la distance semblent se contracter. Cela a commencé quand les innovations en matière de navigation et de construction navale ont ouvert la voie à la grande époque des découvertes mettant les Européens au contact d'autres populations, dans le monde entier (Laudicina P, 2005). Aujourd'hui, les firmes jouent un rôle crucial dans ce processus. Rappelons que la première firme à exister, Singer, est britannique. Actuellement, leur chiffre d'affaires dépasse le PNB<sup>1</sup> de grands pays voire celui de certains continents sous-développés. Avant d'aborder le rôle des firmes, il est utile de revenir sur le concept de « mondialisation ».

### **2.1 Le concept de « mondialisation » : essai de définition**

La mondialisation est un processus historique qui est le fruit de l'innovation humaine et du progrès technique. Elle évoque l'intégration croissante des économies dans le monde entier, au moyen surtout des courants d'échanges et des flux financiers. Ce terme évoque aussi parfois les transferts internationaux de main-d'œuvre ou de connaissances (migrations professionnelles ou technologiques). La mondialisation comporte enfin des dimensions culturelle, politique et environnementale plus vastes. La mondialisation, c'est l'accroissement des échanges de marchandises et de services entre les hommes, à l'échelle de la planète. Jacques Adda la définit comme « l'abolition de l'espace mondial sous l'emprise

---

<sup>1</sup> Production nationale brute : agrégat formé par la somme du produit intérieur brut et du solde des transferts de revenus avec l'extérieur.

d'une généralisation du capitalisme, avec le démantèlement des frontières physiques et réglementaires ».

Selon l'OCDE (2000), elle recouvre trois étapes que sont l'internationalisation, c'est-à-dire le développement des flux d'exportation ; la transnationalisation qui est l'essor des flux d'investissement et des implantations à l'étranger ; la globalisation , avec la mise en place des réseaux mondiaux de production et d'information notamment les nouvelles technologies d'information et de communication.

La mondialisation actuelle, ce « processus géohistorique d'extension progressive du capitalisme à l'échelle planétaire », selon la formule de Laurent Carroué, est à la fois une idéologie le libéralisme, une monnaie le dollar, un outil le capitalisme, un système politique la démocratie, une langue l'anglais.

« Avant, les événements qui se déroulaient dans le monde n'étaient pas liés entre eux. Depuis, ils sont tous dépendants les uns des autres. » La constatation est banale, hormis le fait que celui qui la formule, Polybe, vivait au IIe siècle avant Jésus Christ. La mondialisation, cette création d'un espace mondial interdépendant, n'est donc pas nouvelle. Certains la font même remonter à la diffusion de l'espèce humaine sur la planète. Dès l'Empire romain, une première mondialisation s'est organisée autour de la Méditerranée. Mais il faut attendre les grandes découvertes, au XVe siècle, pour assurer la connexion entre les différentes sociétés de la Terre et la mise en place de cette « économie-monde » décrite par l'historien Fernand Braudel<sup>2</sup>. Une mondialisation centrée sur l'Atlantique culmine au XIXe siècle : entre 1870 et 1914 naît un espace mondial des échanges comparable dans son ampleur à la séquence actuelle. Ouverture de nouvelles routes maritimes, avec le percement des canaux de Suez et de Panama, doublement de la flotte marchande mondiale et extension du chemin de fer, multiplication par 6 des échanges, déversement dans le monde de 50 millions d'Européens, qui peuplent de nouvelles terres et annexent d'immenses empires coloniaux. La naissance de la mondialisation telle que nous la connaissons aujourd'hui a commencé il y a un siècle et demi.

Mais le processus n'est pas linéaire : la Première Guerre mondiale puis la grande dépression des années 1930 suscitent la montée des nationalismes étatiques, une fragmentation des marchés, le grand retour du protectionnisme. La mondialisation n'est plus à l'ordre du jour

---

<sup>2</sup>Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XVe-XVIIIe siècle*, 1979, rééd. LGF, 3 vol., 2000. Voir aussi *La Dynamique du capitalisme*, 1985, rééd. Flammarion, coll. « Champs », 2005.

jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. La guerre froide et la constitution des blocs figent ensuite le monde pendant près d'un demi-siècle. Pourtant, la mondialisation actuelle est déjà en train de se mettre en place.

Fondamentalement, la mondialisation n'a rien de mystérieux. Le terme est couramment utilisé depuis les années 80, c'est-à-dire depuis que le progrès technique permet d'effectuer plus facilement et plus rapidement les opérations internationales (commerciales ou financières). Il traduit le prolongement au-delà des frontières des pays des forces aux niveaux d'activités économiques (marchés de village, industries urbaines ou centres financiers). Le marché favorise l'efficacité grâce à la concurrence et à la division du travail (la spécialisation permet aux travailleurs et aux économies de se consacrer à ce qu'ils font de mieux. Grâce à la mondialisation de marchés plus nombreux et plus vastes dans le monde. Cela signifie que l'on peut avoir accès à davantage de capitaux et de ressources technologiques, que les importations sont moins coûteuses et que les débouchés pour les exportations sont élargis. Cependant, les marchés ne garantissent pas que cette efficacité accrue profite à tous. Les pays doivent être prêts à lancer les politiques indispensables et, dans le cas des plus pauvres, ils peuvent pour ce faire avoir besoin de l'appui de la communauté internationale (FMI, 2000 :2).

## **2.2. Des firmes transnationales dominatrices de l'économie-monde**

La taille et l'effectif des firmes explosent à l'échelle mondiale consacrant la suprématie américaine et européenne. Elles entretiennent plus de la moitié du PNB mondial. Il est à se demander si leur effet sur l'emploi n'est pas pernicieux en raison des délocalisations industrielles qu'elles exacerbent.

### **2.2.1L'explosion des multinationales globales**

En 1997, l'ONU recensait 44508 entreprises dites multinationales possédant quelque 276 660 filiales à travers le monde, dont 82% originaires des pays développés. A elles seules les 100 premières multinationales qui ont toutes, leur siège dans les pays industrialisés, contrôlent 1/3 du stock de l'IDE (Investissement direct à l'étranger). Leur taille en fait parfois des mastodontes. En 1996, Ford mobilise un PNB comparable à celui de la Norvège, Philip Morris à celui de la nouvelle Zélande. Le chiffre d'affaires de Samsung était supérieur au PNB du Portugal ; et plus surprenant, celui des 3 premières FTN (Firmes Transnationales) dépassait le PNB de la Russie et de la Biélorussie réunies, voire le PNB de l'Afrique (Cohen D., 2000). Dans son rapport 2002, la CNUCED (Conférence de Nations unies pour le

commerce et le développement) retient le chiffre de 65000 firmes « transnationales » disposant de 850 000 filiales étrangères qui emploient 54 millions de salariés, réalisent 10% du PIB mondial et le tiers des exportations mondiales. Les cent premières, parmi lesquelles on compte depuis 2001 cinq entreprises originaires de pays en développement, accaparent à elles seules la moitié du chiffre d'affaires des sociétés transnationales. Les économies nationales sont donc de plus en plus déterritorialisées, ce qui rend obsolète l'indicateur classique de la balance commerciale (Bénichi R., 2006).

Le tableau de la page 9 livre un aperçu sur l'ascendant des firmes américaines et européennes sur les autres pays.

**Tableau 1 : Les 10 premières sociétés transnationales du monde en 2000 (en millions de dollars et nombre de salariés)**

Classement en 2000		Société	Pays	Branche d'activité
Actifs à l'étranger	Indice de transnationalité			
1	15	Vodafone	Royaume-	Télécommunications
2	73	GeneralElectric	Uni	Equipements électr.
3	30	Exxon Mobil	USA	Pétrole
4	42	Vivendi	USA	Diversifiée
5	84	Universal	France	Automobiles
6	46	General	USA	Pétrole
7	24	Motors	Royaume-	Pétrole
8	80	Royal Dutch	Uni	Automobile
9	55	BP	Royaume-	Télécommunications
10	47	Toyota Motor	Uni	Automobiles
		Telefonica	Japon	
		FIAT	Espagne	
			Italie	

Source : UNCTAD, World Investment, 2002

Il ressort de ce tableau que 6 des plus grandes firmes transnationales appartiennent aux 2 alliés traditionnels (Etats-Unis et Royaume-Uni). Les forces européennes représentées ici

(France, Japon, Espagne et Italie) regroupent les 4 autres. Le poids, l'affirmation et la suprématie américaine au niveau des FTN est toujours de mise mais connaît un léger fléchissement depuis le début des années 2000. Les Etats-Unis doivent compter avec l'émergence de nouvelles puissances industrielles comme Hong-Kong (13e mondial) ou encore des pays scandinaves (Pays-Bas 25e).

En 2020 il existait 60 000 FMN avec 500 000 filiales. En 2015, 21 entreprises africaines figurent dans le classement des 2000 plus grandes entreprises mondiales : l'Afrique du Sud en comptait 13, le Nigéria 4, le Maroc 3 et l'Egypte 1

### **2.2.2. Les firmes multinationales : plus de la moitié du PNB mondial**

Les FMN de l'électronique sont celles qui ont connu la croissance la plus rapide (7 sur 17 sont japonaises dans les 100 premières, mais par secteur c'est la Chimie-Pharmacie qui compte le plus grand nombre de groupes). 1/3 des 100 premières FMN et la moitié des 10 premières sont encore américaines. Le groupe anglo-saxon Royal Dutch Shell occupe le 1<sup>er</sup> rang (63 milliards de dollars détenus en stock d'investissement), Ford le talonne, suivi de General Motors, puis de IBM. L'Allemagne compte deux entreprises dans le classement des 10 premières (Volkswagen est 6<sup>e</sup> Daimler Benz 9<sup>e</sup>). La première firme Japonaise Toyota, est 8<sup>e</sup> et 19 Japonaises sont dans les 100 premières contre 11 en 1990. 38 des plus grosses firmes multinationales sont originaires de l'UE si bien que cette dernière est plus multinationalisée que les USA représentés comme l'incarnation du phénomène.

Les 100 plus grandes sociétés mondiales n'ont jamais pesé aussi lourd en Bourse. Leur capitalisation boursière a augmenté de 15% en un an pour atteindre 20 035 Milliards de dollars au 31 Mars 2018 alors qu'elle était en 2017 de 17438 Milliards de dollars :

Le cap symbolique de 20 Milliards a été franchi pour la première fois, la bonne santé de l'an dernier s'est traduite dans la valorisation boursière des sociétés (Koulisa P., 2018) (Le Figaro, 2018).

Le négoce international des produits de base est entièrement sous contrôle des FTN : 90% des échanges de blé, de café, de tabac, 85% du commerce du cuivre et de la bauxite, 75% pour les bananes, le caoutchouc naturel et le pétrole. L'élargissement du champ d'action des multinationales s'accompagne de 3 mutations : l'apparition de FMN de petite taille dans des niches même si les grandes restent prépondérantes, une très forte internationalisation de firmes issues de petits ; l'entreprise belge Solway a 90% de ses actifs et de ses personnels hors des frontières de son pays, des alliances et des fusions entre multinationales dans

certaines secteurs : aéronautique, automobile (Daimler- Chrysler) télécoms, chimie (Rhône-Poulenc-Hoeschst)

La multinationalisation est le produit de la combinaison de déterminants divers : avantages spécifiques de firmes, intérêt à l'exploiter sur une base internationale en raison d'avantages de localisation dans les pays étrangers, échec de marché poussant à l'internationalisation.

La figure 2 de la page 11 montre un airbus de l'Union européenne.

**Figure 2 : Airbus, une industrie européenne de haute technologie à dimension mondiale**



Source : Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie de France, 2006

### 2.2.3 Les FMN contre l'emploi ?

Le procès d'intention fait aux multinationales repose sur un réquisitoire apparemment cohérent. Des secteurs entiers seraient directement menacés par des transferts d'unités de

production : la chaussure en France a perdu près de la moitié de ses emplois parallèlement à des importations passant de 157 millions de paires de chaussures à 248 de 1985 à 1995. Aujourd'hui, autant en Amérique qu'en Europe, des mesures de contrôle et des politiques industrielles sont mises de l'avant. Face aux difficultés des secteurs du textile et du vêtement, les États-Unis et l'Union européenne ont fixé des quotas aux importations en provenance de Chine comme les y autorisaient les accords de l'OMC. En 2005, le Parlement européen a formulé un plan dont l'objet est d'aider les entreprises à affronter les changements structurels (Bélanger Y., 2007). Sur le long terme, le contenu en emplois dans les pays développés de leurs exportations vers les PED<sup>3</sup> serait inférieur de 20% à celui de leurs importations. La rémunération de la main d'œuvre des pays industrialisés serait tirée vers le bas. A terme, les pays industrialisés seront gagnants car les délocalisations font des pays en développement des consommateurs solvables, débouchés naturels pour les pays développés.

Dans l'analyse économique, on dénombre quatre effets principaux directs ou encore indirects des délocalisations sur l'emploi. Les effets sur l'emploi sont, quant à eux, divisés en deux catégories : substitution ou complémentarité. La production étrangère remplace la production nationale, il y a effet de substitution, les emplois sont détruits en national et créés à l'étranger, la filiale étrangère se fournit en pièces détachées à la maison mère dans le pays d'origine, il y a donc effet de complémentarité, des emplois sont créés de façon indirecte par stimulation des exportations, la délocalisation à l'étranger de la production est accompagnée d'un travail d'encadrement dans la maison mère, il y a donc un effet de complémentarité et la création d'emplois de cadre dans le pays d'origine, où, la délocalisation de l'usine à l'étranger entraîne en national une augmentation des services annexes (bancaires, consultants, avocats...), il y a donc un effet de complémentarité (Lecerf M., 2006). Les activités de haute qualification sous réserve d'investissements immatériels importants maintenus, demeurant au Nord et les transferts de technologies seront donc limités à des pays de niveaux comparables. Pour Reich R. (1991) « Les champions nationaux sont remplacés par des firmes sans drapeau, qui ont oublié leur origine, dont le capital est dispersé entre des actionnaires de toutes nationalités,

---

<sup>3</sup>**Pays en développement** : pays dont les structures économiques, politiques et sociales ne permettent pas de satisfaire les besoins fondamentaux des populations et qui se caractérisent principalement par une pauvreté massive ainsi qu'une faible insertion dans l'économie mondiale.

qui utilisent un personnel multiculturel et proposent des produits standardisés pour le marché mondial, fruit d'assemblages de pièces et de services géographiquement éclatés ».

En 2005, le Parlement européen a formulé un plan dont l'objet est d'aider les entreprises à affronter les changements structurels<sup>4</sup>. La fiscalité est l'outil privilégié par plusieurs gouvernements. Ainsi, après un débat serré, le Congrès des États-Unis a donné son aval à une proposition de rabais fiscal temporaire aux entreprises pour l'année 2005. Le taux d'imposition de 35% a été réduit à 5,25%. Cette mesure a amené diverses grandes sociétés à rapatrier les bénéfices accumulés à l'étranger. Les experts de J.P. Morgan estiment que 400 milliards de dollars US devraient ainsi être réinvestis aux États-Unis. L'exercice devrait selon la firme Decision Economics, mener à la création de 700 000 emplois. L'objectif est aussi de freiner l'affaiblissement de la structure industrielle et d'atténuer le déficit commercial. Mais il n'est aucunement acquis que les pratiques des grandes sociétés américaines vont changer pour autant. En 2002, ces sociétés étaient à l'origine de 48% des importations du pays contre seulement 32% des ventes réalisées à l'étranger<sup>5</sup>. Les États-Unis composent aujourd'hui avec une balance commerciale déficitaire approchant les 700 milliards de dollars US annuellement. En 2004 leur commerce a été déficitaire avec 110 pays, un palmarès dominé par la Chine (-162G\$US), le Japon (-75G\$US), le Canada (-67G\$US), l'Allemagne (-46G\$US) et le Mexique (-45G\$US). À eux seuls, ces cinq pays représentent 60% du « problème » commercial américain (Bélanger Y., 2007).

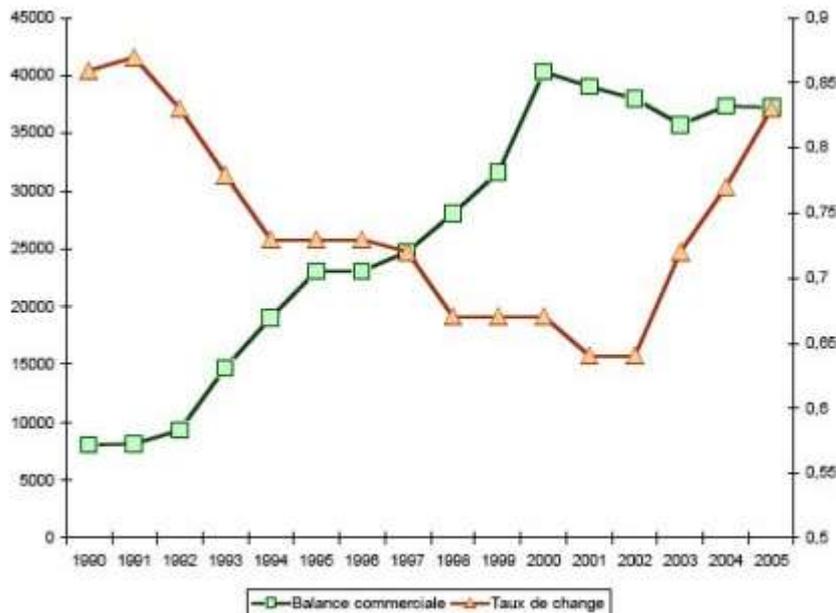
La figure 3 de la page 14 atteste de l'évolution de la balance commerciale entre le Québec et les États-Unis.

---

<sup>4</sup> « Politiques industrielles : Bruxelles critique l'ingérence des États », *le Figaro*, 05 Octobre 2005.

<sup>5</sup> Voir Business Consulting Services, Global Investment Alert Q3, IBM Corp, 2005.

**Figure 3 : Evolution de la balance commerciale entre le Québec et les Etats-Unis, en millions de dollars et relation avec le taux de change, 1990-2005**



Source : Bélanger Y., 2007

Au total, l'explosion des multinationales définit les échanges dans le cadre de la mondialisation. L'ascendant des firmes anglo-américaines se maintient. Les délocalisations industrielles s'accompagnent d'une élévation du taux de chômage. L'explosion des multinationales va accentuer les inégalités.

### 2.3. La mondialisation est-elle nécessairement « heureuse » ?

Les chiffres confirment la croissance des inégalités avec la mondialisation et cet enrichissement est doublement inégalitaire. Il est pertinent de se demander si l'Afrique est un acteur ou un enjeu de la mondialisation.

#### 2.3.1 Une question pertinente au regard des chiffres

##### ➤ Le vertige des chiffres

La planète est 40 fois plus riche qu'en 1900. Le produit mondial est passé de 580 Milliards de dollars en 1900 et à quelque 25000 au milieu des années 90, les actifs financiers ont doublé

depuis le début des années 80. Mais jamais il n'y a eu autant de pauvres et de pauvreté. Plus d'un milliard de personnes n'ont pas la possibilité de consommer de façon à satisfaire leurs besoins les plus essentiels. Avec 15% de la population mondiale, les pays industrialisés représentent 76% des dépenses de consommation mondiale. Le 1/5<sup>e</sup> de la population mondiale qui vit dans la tranche de revenu la plus élevée consomme 58% de l'énergie mondiale, 65% de l'électricité et 87% des véhicules.

Le processus de globalisation est devenu plus complexe. À la suite du rejet de l'AMI, de l'abandon du projet de ZLÉA et des blocages à l'OMC en lien notamment avec le dossier épineux de l'agriculture, les accords bi et multilatéraux se multiplient. Comme les enjeux varient d'une négociation à l'autre, le processus ne mène pas toujours aux mêmes conclusions. Par exemple, les pays de l'Amérique centrale et des Caraïbes ont obtenu des États-Unis des règles plus souples dans le dossier du textile, ce qui a contribué à la délocalisation d'usines canadiennes. Il est reconnu que, à lui seul, l'abandon de l'AMI<sup>6</sup> s'est traduit par la signature de plus de 200 accords sur les investissements.

On ne chemine plus aussi aisément vers l'unification de l'économie mondiale. Selon Christian Deblock, trois lignes de rupture surgissent. La première avive d'anciennes rivalités entre le Nord et le Sud. La deuxième provoque des clivages difficiles à concilier entre l'État et la société civile dans un environnement où le désengagement du secteur public devient une contrainte. La troisième fracture est plus idéologique puisqu'elle confronte des lignes de pensées opposées face à la mondialisation (antimondialisation VS libéralisme). Il ne faut donc pas s'étonner du faible niveau de confiance face à la mondialisation. Un sondage Gallup mené dans 51 pays en janvier 2004 voulait mesurer l'état d'esprit face à cette dernière. Un constat général de déception s'en dégage, notamment en regard des inégalités dans le développement et la répartition des richesses (Bélanger Y., 2007).

### ➤ **Un enrichissement doublement inégalitaire**

L'enrichissement ne profite qu'à une minorité : la Triade (Amérique du Nord, Japon, Europe occidentale) et à son arrière-cour fort partiellement (Asie maritime, Amérique latine), mais il

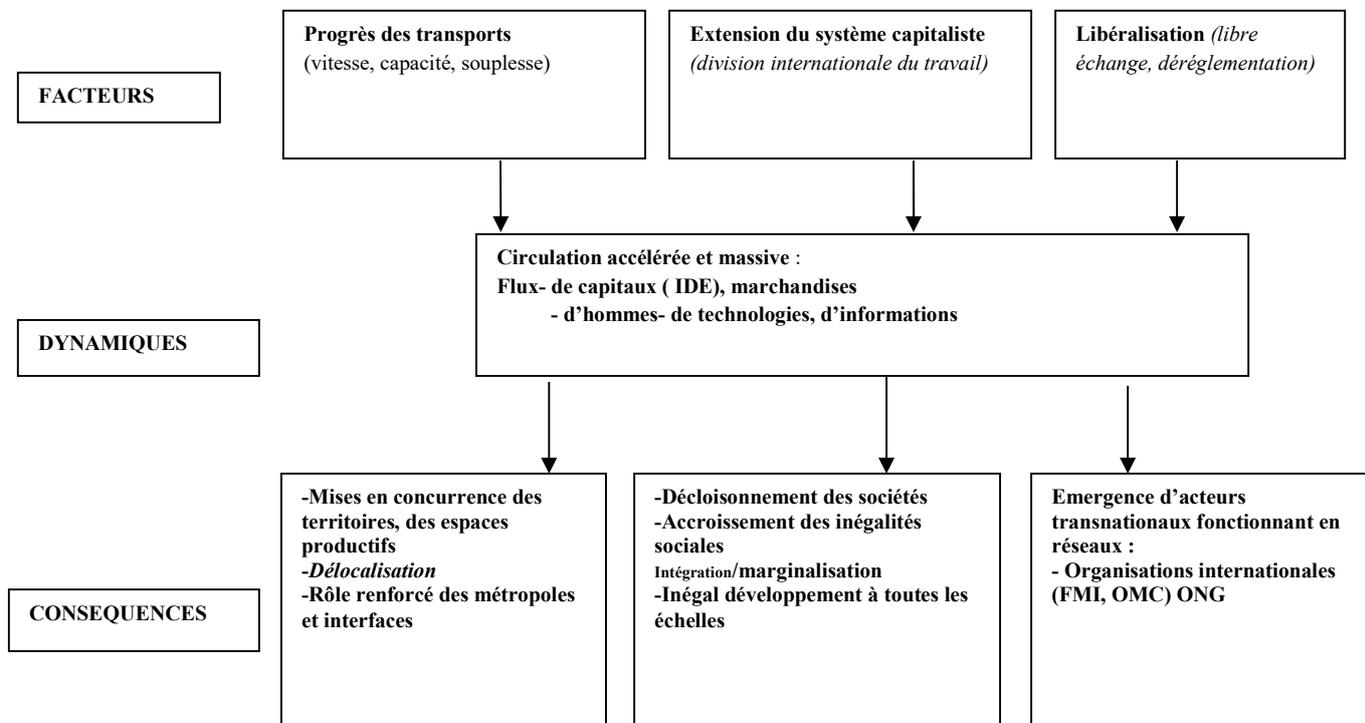
---

<sup>6</sup> L'AMI est un accord économique international négocié dans le plus grand secret depuis 1995 sous l'égide de l'OCDE, et dont les conséquences constituent une menace sans précédent pour la démocratie. Les dispositions de l'AMI notamment à une multinationale de traîner un Etat en justice (devant une nouvelle juridiction internationale prévue par le traité) dès lors que des réglementations de cet Etat créent des différences de traitement entre les investisseurs nationaux et étrangers, ou encore s'ils créent des conditions de concurrence déloyale.

exclut des milliards d'Asiatiques et d'Africains. Depuis 1960, si le revenu par tête a été multiplié par 4,5 en Asie orientale, a doublé en Asie du Sud et a augmenté de 60% en Amérique latine, il a stagné en Afrique subsaharienne. Aujourd'hui, la consommation d'un ménage africain moyen est en recul de 20% par rapport à il y a 20 ans. Cet enrichissement, loin d'effacer les inégalités anciennes, en véhicule de nouvelles, entre les bénéficiaires de la mondialisation et les laissés-pour-compte. Si la proportion de personnes vivant dans le dénuement est tombée de 70% à 32%, 1,3 milliard d'individus (sur 5,7) survivent avec moins d'un dollar par jour dans la disette, sans eau potable ni soin de santé de base. Plus de 840 millions sont mal nourris, un tiers des enfants des pays en développement souffre de malnutrition. Mais la folie consumériste qui emporte l'Afrique (400% de plus de postes de radios en vingt ans) et l'Asie du Sud-est (le parc automobile a progressé de 1400%) coexiste avec le maintien de poches d'extrême pauvreté.

La figure 4 de la page 16 présente de façon schématisée les mécanismes de la mondialisation.

**Figure 4 : Les mécanismes de la mondialisation**



Source : Géographie Terminales, Hatier 2004

Les facteurs sont alimentés par la tryptique transports/capitalisme/libéralisme. Des moyens de transports modernes comme le RER, le TGV apparaissent, révolutionnant ce secteur. Le capitalisme qui se fonde sur le système libéral se maintient sans concurrent sérieux. Les États-Unis en sont la tête de file. Ces moyens accélèrent les échanges. Toutefois tous les territoires ne bénéficient pas des retombées de la mondialisation, inégalité exacerbant des mouvements d'antimondialisation. Les mannes de la mondialisation profitent plus aux pays du Nord qu'aux pays en voie de développement. Ils sont détenteurs des firmes, acteurs actifs des délocalisations et distributeurs de bas salaires dans les pays du tiers-monde. Les délocalisations sont dirigées vers les pays en développement où l'environnement juridique et les conditions économiques sont moins contraignants comparativement aux pays industrialisés développés leur permettant ainsi d'y trouver des paradis fiscaux et de disposer d'une main d'œuvre nombreuse et bon marché (Sène M. et Sow A., 2018).

L'Afrique est l'un des continents dont le retard continue d'accroître avec la mondialisation.

### 2.3.2. L'Afrique : une matérialisation des inégalités mondiales

Les économies africaines ont renoué avec la croissance au début des années 90. En 1997, les 48 pays de l'Afrique subsaharienne ont affiché une croissance de 5 à 6%, les déficits se sont contractés à 3%, l'inflation a été maîtrisée à 7%, après le pic de 1996, l'endettement a décliné, l'investissement privé est passé de moins d'1 Milliard de dollars au début des années 80 à 11,6 Milliards de dollars en 1996. Le fonds pour le marché émergent africain, institué par la société financière internationale, filiale de la Banque mondiale, investit dans des sociétés privatisées. Mais l'Afrique demeure une mosaïque de situations contrastées avec des pays qui n'en finissent pas d'amorcer leur décollage (Côte-d'Ivoire), des pays ambitieux au niveau régional (Afrique du Sud et Nigéria), des PMA à la dérive (Libéria, Mali). L'investissement direct même en progrès, reste insuffisant ne mobilisant qu'un pour cent du PIB de la région. L'économie devient de plus en plus souterraine. L'Afrique est l'une des rares régions du monde, avec la Russie où l'espérance de vie diminue avec le SIDA. L'Afrique n'est pas débarrassée de ses vieux réflexes : l'exploitation abusive des rentes liées à l'exportation des matières premières brutes, la méfiance vis-à-vis d'un capitalisme entrepreneurial, la politique du Cargo, c'est-à-dire l'attente de l'aide internationale, des modes de fonctionnement de l'Etat peut inefficients (Cohen D, 2000).

L'Afrique vit la mondialisation dans un contexte marqué par les facteurs suivants.

- Détérioration des termes de l'échange. A ce propos Senghor dira :

« Seigneur pardonne à la France qui dit bien la voie droite et chemine par les entiers obliques

Qui m'invite à sa table et me demande d'apporter mon pain

Qui prend de la main gauche ce qu'il me donne de la main droite »<sup>7</sup>

-Concurrence déloyale (subventions des Occidentaux pour leurs produits). Au début des années 2000 les cotons-culteurs maliens ont éprouvé des difficultés pour écouler leurs produits face à la concurrence de leurs homologues américains soutenus du point de vue financier et tarifaire par l'Etat fédéral. Il se pose ici un problème de compétitivité des produits africains.

- Protectionnisme et politiques d'immigration restrictives des Occidentaux. Au Sénégal, en 2006, beaucoup de jeunes (par exemple le 31 Mai 2006, 732 émigrants) issus des villes côtières (Rufisque, Bargny, Mbour, Thiaroye, Saint-Louis) se sont engagés dans des pirogues de fortune (navires peu adaptés à la haute mer avec comme outil de géolocalisation le GPS<sup>8</sup>) en direction de l'Espagne, à la recherche de meilleures conditions de vie et d'existence. A Thiaroye-Sur-Mer, le rush vers les îles Canaries commença en Décembre. Les familles monnaient leurs biens (bijoux en or, télévisions) pour payer la traversée des candidats à l'émigration qui doivent déboursier entre 300 et 600 Euros correspondant à la somme réclamée par les passeurs (Sène M. et Sow A., 2017). Mais cette vague de migrants suscite des réactions xénophobes auprès des populations locales :

« Depuis le début de l'année, près de 9 000 personnes ont déjà rejoint l'archipel espagnol, nouvelle porte d'entrée dans l'Union européenne. Ces arrivées massives, couplées à la décision l'an passé du gouvernement socialiste de Madrid de régulariser 700 000 clandestins, nourrissent un sentiment de plus en plus négatif des Espagnols à l'égard des immigrés, indiquait hier un sondage publié par le quotidien El Mundo. Désormais, 70% des Espagnols pensent qu'il y a trop d'immigrés en Espagne » (Oberlé, 2007).

Il ne fait aucun doute que certaines multinationales peuvent souvent exercer une espèce de monopole, s'acoquiner avec un pouvoir corrompu-notamment dans le secteur de l'exploitation

---

<sup>7</sup> In Poèmes Prière de paix pp. 90-

<sup>8</sup> Global Positioning System

des hydrocarbures- et ne sont pas disposées à rendre leur activité transparente. Pour conserver des contrats publics, elles doivent payer. Elles nourrissent ainsi une corruption au sommet d'États qui ne respectent pas l'Etat de droit, aidant à maintenir au pouvoir des régimes peu reluisants et suscitant le ressentiment légitime des populations. La mondialisation suppose l'ouverture, la concurrence, les échanges libres, la liberté de mouvement et les opportunités, prenant ainsi le contre-pied du monopole de quelques multinationales. Arguer que la mondialisation exploite l'Afrique suppose qu'une partie considérable des capitaux internationaux s'y jettent pour « profiter » du continent. Que révèlent les chiffres ? La CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce Et le Développement) indique que le stock d'Investissements directs étrangers (IDE) dans toute l'Afrique en 2008 équivaut 3,42% des IDE dans le monde : presque moitié moins que la destination France à elle seule. Ces chiffres indiquent que l'investissement international ne se dirige pas assez vers l'Afrique qui n'est en réalité pas véritablement mondialisée.

En Afrique l'État et sa bureaucratie sont plus étouffeurs que protecteurs. Les entrepreneurs ne peuvent pas librement y faire prospérer leurs affaires et ainsi initier comme ailleurs le développement économique de leur nation. Il suffit pour s'en convaincre de consulter le rapport « Doing Business » 2008. En Afrique sub-saharienne lancer une entreprise officiellement coûte 100 % du revenu annuel par tête et pour un permis de construire près de ... 2000 % du revenu par tête : 20 ans de revenus. En Côte d'Ivoire il faudra attendre près de deux ans pour avoir ce permis. Voilà pourquoi la plupart des populations autochtones entreprenantes évoluent sur les marchés informels du fait de réglementations complexes. Cette informalité empêche le développement économique : les entreprises ne peuvent pas croître dans l'informel. Ce n'est donc pas un hasard si en Afrique la mondialisation ne profite pour l'instant qu'aux riches et aux « gros » : dans un tel système il n'y a que les grosses entreprises, souvent internationales, qui sont capables de payer de tels coûts. Les populations à revenus faibles sont exclues par définition par les règles bureaucratiques, et se trouvent dans l'impossibilité de faire des affaires sur une base officielle. Or, nombreux sont les Africains modestes qui voudraient bien pouvoir disposer de leur entreprise formelle justement, et profiter de la mondialisation et de ses marchés. Les chiffres sont évocateurs : les exportations de marchandises et de services d'Afrique représentent respectivement 2,87% et 2,52% des exportations correspondantes au niveau mondial (Martin E., 2009).

Cette photo de la page 19 est l'une des preuves des difficultés existentielles des populations africaines.

**Figure 5 : La pauvreté en Afrique**



**Source : Rapport OMD, 2015**

La mondialisation, ce concept-carrefour, à la croisée des disciplines scientifiques, ne recouvre pas une définition consensuelle. L'angle d'approche, l'objet et la démarche du domaine orientent la définition. Les firmes disposent de chiffres d'affaires faramineux, « contrôlent » l'économie mondiale et inondent les PED. Les Etats-Unis et la Grande Bretagne tiennent la dragée haute aux pays de l'Union européenne. Le Brexit britannique va renforcer les liens économiques entre les deux alliés traditionnels. L'enrichissement est inégalitaire et profite à la Triade et à sa périphérie intégrée. La périphérie dominée quant à elle subit les coups de boutoirs des firmes, des coopérations bilatérales ou encore de l'ALENA et de l'UE. L'Afrique subsaharienne est cette région de misère dont les dirigeants actuels ne militent point en faveur d'un inversement de cette tendance de pauvreté. La corruption, le népotisme, la floraison des paradis fiscaux en faveur d'entreprises voulant échapper aux réglementaires rigoureuses de leur pays d'origine, sont autant de niches freinant le projet panafricain de Léopold Sédar Senghor, Cheikh Anta Diop, Kouamé Nkrumah. La proposition d'intégration monétaire du professeur Moustapha Kassé (1987) est amplement justifiée.

### **3. L'ENCADREMENT MANIFESTE DE LA MONDIALISATION PAR LES GRANDES PUISSANCES ET L'EMERGENCE DE FORCES ASIATIQUES NOUVELLES**

La mondialisation est encadrée par les pays occidentaux. Il faut noter dans le domaine démographique une forte immigration. Aux Etats-Unis, le nombre de Mexicains pourrait être supérieur à celui des Américains d'origine. L'Europe doit faire face au vieillissement de sa population avec forcément des politiques de développement ultérieures tournées vers l'immigration. La Russie, forte de ses réserves d'hydrocarbures, a de nouvelles ambitions internationales. Des forces asiatiques nouvelles apparaissent. Dubaï qui était un pays reculé s'est modernisé. Des forces mondiales ont émergé en Chine et ses habitants aspirent à la modernité. Le Japon demeure une puissance économique du monde et excelle dans les nouvelles technologies mais son rôle politique mondial est marginal.

#### **3.1. L'encadrement par les grandes puissances**

Le monde est « encadré » par les grandes puissances, qui, tout en poursuivant leurs propres trajectoires fondées sur des intérêts spécifiques, veillent à participer au maximum à la géopolitique planétaire, à faire admettre ou partager leurs visions à moyen et long termes, à participer à la mise en place des stratégies élaborées plus ou moins consensuellement. Selon leur importance et leur pouvoir mondial, elles se regroupent en cercles hiérarchisés, comportant au sommet, les plus grandes puissances. Celles-ci, agissant sous la forme d'un genre de « directoire », ont été conduites à prendre en compte les puissances incontournables dès lors qu'il s'agissait de décider à vocation universelle.

Pour bien comprendre les forces qui sous-tendent et transforment petit à petit les Etats-Unis, l'observation démographique est très instructive à ce sujet. L'ancien « melting-pot », malgré le processus unificateur des naturalisations et la consécration suprême de l'immigré en tant que « citoyen américain », est de moins en moins une réalité, autant sociétale que territoriale. Les groupes d'immigrés ou descendants d'immigrés, devenus importants en nombre absolu et relatif, même les éléments naturalisés, ont aujourd'hui une forte conscience de leur appartenance d'origine et de leur solidarité. Le processus de la mexicanisation est particulièrement expressif à ce sujet. Gérard Dumont fournit des statistiques et des commentaires sur cet aspect du particularisme américain : la forte fécondité mexicaine ; inhérente à une structure par âge favorable, favorise une natalité qui équivaut 16% des

naissances annuelles des Etats-Unis. Comme ce taux est surtout dû à une forte répartition mexicaine sur les territoires ayant appartenu à l'Etat mexicain avant le traité de 1848, qui a attribué aux Etats-Unis l'ensemble des territoires au Nord du Rio Grande, les « Mexicains » pourraient devenir majoritaires à long terme sur ce vaste territoire. Comparées au nombre de naissances propres au Mexique (2 650 000 en 2003), il y aurait « plus de naissances mexicaines que d'origine européenne dans une Amérique du Nord qui comprendrait le Mexique » (Dumont, 2006). Indépendamment de ce phénomène marquant, les Asiatiques jouent un rôle moteur dans les investissements étrangers et les postes de direction aux Etats-Unis. De plus en plus de chercheurs du monde entier s'établissent dans ce pays, beaucoup définitivement. L'Amérique du Nord appartient de moins en moins aux Américains proprement dits. Si la mondialisation ne fait que favoriser cette évolution, elle en est toujours davantage tributaire (Wackermann G, 2007 :93).

Le devenir de l'Europe en général, des Etats de l'Union européenne en particulier, et, par là même, de l'union proprement dite, annonce également de profonds changements : en 1950, le continent comportait encore 22% de la population mondiale, il n'en avait plus que 11% en 2005 et n'en aurait plus que 8% en 2030. Selon Dumont et Zaninetti (2006) : « Le vieillissement de la population, et plus encore, la « gérontocroissance » apparaissent comme des certitudes qui résultent de l'allongement de l'espérance de vie et de l'évolution passée de la fécondité ». Mais selon ces deux auteurs, la baisse de la population active serait largement compensée par les migrations permanentes de remplacement en provenance des autres continents, gagnés par l'attractivité relative de l'Europe. La part du mouvement migratoire modifie progressivement les profils nationaux de l'origine de la population. Allemagne et Italie sont particulièrement affectées par le déficit de la fécondité : elles doivent fortement compter sur l'immigration pour faire face à leurs objectifs de croissance. Tandis que l'Italie est le pays le plus vieilli d'Europe, l'Allemagne met en jeu, par la crise de sa fécondité, sa première position économique en Europe et sa 3<sup>e</sup> place mondiale, seuls une meilleure fécondité et d'imposants gains de productivité peuvent augurer d'un meilleur devenir. L'Espagne par contre pourrait se positionner en tête des puissances économiques autour de 2050. La France est une exception, une fois de plus, son taux de chômage handicapant le niveau de vie des ménages. Elle doit fournir un effort particulier en matière d'articulation emploi-formation à tous les âges d'activité, de politique familiale et de politique d'intégration

des générations issues de l'immigration (Dumont et Zaninetti, 2006, cités par Gabriel Wackermann, 2007).

Pour ce qui est de l'Europe ex-soviétique, Dumont et Zaninetti précisent, à propos d'un pays tel que la Pologne : « Comme les enjeux de l'intégration européenne y sont élevés, la frilosité constatée dans certains des principaux pays de l'Union pourrait avoir des répercussions fâcheuses sur l'Europe centrale et, par voie de conséquence, constituer un obstacle supplémentaire à la diffusion d'une meilleure croissance économique en Europe ». L'Europe est ainsi en pleine turbulence et contribue sensiblement aux incertitudes qui se manifestent au sein des « puissances » considérées aujourd'hui encore comme des forces d'entraînement majeur du globe.

L'effondrement de l'Union soviétique a d'abord ramené la Russie à un Etat modeste. Les acquis historiques, la position géopolitique et l'indispensable remontée pour l'équilibre mondial, avec l'appui même des Etats-Unis, ont permis à ce pays de figurer à nouveau parmi les grands. En 2006, le président russe préside le G8. Forte de ses réserves en hydrocarbures, la Russie présente de nouvelles ambitions internationales. Sa place de premier exportateur mondial de gaz et de second exportateur mondial de pétrole, après l'Arabie Saoudite, a même permis à Vladimir Poutine d'annoncer, en Avril 2006, qu'il se tournerait vers les marchés d'Asie-Pacifique si l'Europe contrariait les projets d'expansion commerciale de son pays en matière de distribution énergétique. Avec les autres Etats du BRIC (« Brésil-Russie-Inde-Chine »), pays en affirmation rapide, la Russie reprend forme, l'entrée dans l'univers des TIC en est favorable (Wackermann G, 2007 : 93-94).

### **3.2. L'émergence de forces asiatiques nouvelles à ambition internationale**

Un peu partout sur le globe, apparaissent ou se renforcent de façon spectaculaire des Etats précédemment encore modérément gourmands d'internationalisation. C'est l'exemple de Dubaï, Etat des Emirats arabes unis. La frénésie de la construction, les audaces architecturales se déploient à vive allure. Dubaï compte plus de grues que Shanghai. Cette terre de Bédouins pratiquant le commerce des perles, ainsi que la piraterie, a accédé à la modernisation, au début des années 1960, grâce aux pétrodollars et à l'espoir de déposer des réserves pétrolières pour une quarantaine d'années seulement. Son monarque, souverain absolu, s'est fait bâtir une capitale moderne. La population, triplée en 5 ans, à partir de 1960, compte à présent 1.7 million d'habitants. Dubaï veut apparaître comme un laboratoire grandeur nature d'une

certaine idée de la mondialisation, un laboratoire de la modernité, placé sous l'image du Dubaï dream. Paradis fiscal, disposant de 67 km de littoral, accolé au désert, l'Etat y a développé le plus grand complexe touristique du globe, « les Palmes », créant des îles artificielles. Les appartements et « 4x4 » y sont climatisés. Un étage de « tour » se construit en 5 jours et 30 milliards de dollars sont prévus comme investissements de 2005 à 2010. Le Dubaï holding, qui détient 35% de Tunisie-Telecom, conforte Media City. Empire financier, il a procédé à l'achat de ports américains, notamment à New York, confiant cependant, par prudence, la gestion à une société états-unienne. Le pays dispose de 15 universités émanant de 9 Etats et accueillant 6 600 étudiants. Le village de la Connaissance, qui abrite la vie universitaire, est une zone franche. Des ultra-privilegiés constituent les nouveaux riches de la nouvelle économie. Dubaï est devenu un genre de mélange entre Hong Kong, la Suisse et l'Irlande. Dubaï fait partie de cette trilogie des nouveaux centres du monde, avec Hong Kong et Shanghai.

Les contrastes ne font pas défaut. Les horaires de travail sont fixés à l'envi. La couverture sociale et le rapprochement familial font défaut. La main-d'œuvre est docile, parce que conduite à accepter les conditions de travail. Seuls certains salaires de cadres supérieurs sont aussi élevés ou plus qu'en Europe. Cette couche de la société contribue à faire exploser le monde de la nuit. La fracture sociale s'amplifie, la démocratie demeure quasi-absente. De plus, un tiers de la population a moins de 15 ans. D'ici à 15 ans, 100 millions de nouveaux emplois sont à créer, pour éviter des échauffourées.

De nouvelles forces mondiales ont émergé aussi en milieu chinois (Gentelle, 2000 et 1999) qui avance à grande vitesse de Pékin à Shanghai. Ainsi, dans le sud-est du bassin du Sichuan, au confluent du Yang Tse et du Jialing, a surgi la Cité des sciences de Chongking, la plus grande « ville » industrielle et commerciale de la Chine du Sud-ouest, « capitale » de l'Ouest chinois, dont la population s'est considérablement accrue en très peu de temps, atteignant aujourd'hui 30 millions d'habitants ; la prospective annonce 50 millions à l'horizon 2015-2020. Avec la brutalité urbanistique et architecturale qui leur est désormais coutumière, pour s'insérer aussi rapidement que possible à la mondialisation, les dirigeants de l'Etat ont transformé de fond en comble ce village traditionnel, démolissant le patrimoine culturel, faisant table rase, créant la Cité des sciences sur 40 000 m<sup>2</sup>, aménageant des tours géantes. En une décennie à peine, ce territoire rural a subi une mutation telle, qu'il est parvenu au profil métropolitain, subissant une évolution que les grandes villes ont mise un siècle à connaître.

Les investissements dans la recherche et le développement ont doublé. En une année, la surface immobilière a parfois plus que doublé. Dès 1997, la croissance annuelle y a dépassé 7%, bénéficiant d'une forte mobilité fondée sur un réseau autoroutier de 900 kilomètres. Les Chinois se plaisent à se comparer avec Manhattan, d'autant plus qu'ils n'ont pas hésité à construire un genre d'empire State Building, symbole de la réussite mondiale du capitalisme (Wackermann G, 2007 : 95). Pour aménager le Barrage des Trois Gorges, il a fallu chasser de nombreux paysans, relogés dans la nouvelle ville. Déjà le peuple est sensibilisé à la mode, à un avant-goût de luxe, l'action médiatique, aidant.

Les innovations territoriales et sociétales d'ici et d'ailleurs contribuent à la réalisation d'un vaste marché extérieur. En 2005, les échanges commerciaux entre la Chine et les Etats-Unis ont atteint 40 milliards de dollars en ce qui concerne les exportations des Etats-Unis vers la Chine, 240 milliards pour ce qui est des exportations de la Chine vers les Etats-Unis. Le solde commercial des USA entre 2011 et 2015 est de -803 Milliards de Dollars contre 592 unités pour la Chine à la même tranche d'année. Cette dernière a adopté la politique d'ouverture et de modernisation de Deng Xiao Ping jusqu'aux années 2000. Les investissements massifs américains ont permis à ce pays de fabriquer des produits de prix accessible. Les ventes multiples et mondiales ont favorisé les excédents financiers réutilisés pour le financement de la dette américaine (Bulard M, 2017 cité par Sène M., 2018).

Le tableau 2 de la page 24 fournit quelques éléments d'appréciation sur des indicateurs à titre comparatif entre les deux pays.

**Tableau 2 : Indicateurs économiques des USA et de la Chine**

Indicateurs Pays	Années	PIB global en Milliards de Dollars	Part dans le PIB mondial en %	PIB/habitant en Dollars	Exportations	Importations
Etats-Unis	2011	14991,3	21,4	48112	2061,296	2661,162
	2015	17944,9	24,6	55836,79	1504,914	2307,946
Chine	2011	7318,4	10,9	5657	20180,814	1980,013
	2015	10866,4	14,9	7924,65	2274,949	1681,951

Source : L'Année stratégique, 2018

Les ventes chinoises à l'étranger comptent presque 20% de produits High Tech. L'objectif officiel est clair : il s'agit de passer du made in China au made by China. Le transfert de technologie est souvent synonyme de piratage. Le pays a, par exemple, acheté une usine automobile au Brésil. Il vise à changer à grande vitesse son image dans le monde. Ses ambitions sont de taille : dans une quinzaine d'années, le consommateur chinois doit avoir dépassé celui des Etats-Unis. Pour ce faire, la Chine communiste liquide en outre, à tour de bras, les entreprises publiques, insuffisamment performantes. Cette orientation, cet amour-propre ont cependant un prix : la pression quotidienne conduit de plus en plus de Chinois à consulter des psychologues.

Les initiatives qui font bouger le monde un peu partout renforcent toutefois la dynamique générale. La progression exponentielle de la population, la culture de concurrence remplaçant la culture économique proprement dite, l'ouverture aux échanges, créent une croissance globale enviable. L'Asie est particulièrement sur les rangs (Paulet, 2005). Les façades de l'Océan pacifique et de l'Océan indien font l'objet de nombreuses attentions, tant des grands groupes financiers et entrepreneuriaux du globe que des chercheurs intéressés par la mondialisation. Ce sont les « villes mondiales » asiatiques, pôles de développement majeurs et instruments d'entraînement vers le déploiement, qui constituent les aires d'observation et d'investissement par excellence (Lo et Yeung, 1996). Singapour y est devenue le lieu emblématique de la mondialisation, avec ses stratégies très au point, le sens des lieux des responsables, le triangle de croissance Sijori, le rôle, la structure et la dynamique des transports, les impacts environnementaux sur l'espace urbain... (Olds et Yeung, 2004).

En dépit de sa « crise systémique », le Japon, avec ses 120 millions d'habitants, conserve sa position de seconde puissance économique mondiale : l'épargne intérieure-la moitié de celle des pays de l'OCDE- alimente à la fois son poids financier et la fourniture de capitaux aux Etats-Unis. Il demeure le 3<sup>e</sup> exportateur mondial (Le Diascorn, 2006). Il continue à exceller dans les Nouvelles technologies de l'information et de la communication. Toutefois, habitué à une politique étrangère non ingérente, conformément à sa constitution pacifiste de 1947, ce pays est mal à l'aise dans sa position internationale contradictoire : économiquement il est un géant, en politique étrangère un nain. Certes dans ce domaine, il s'affirme petit à petit, mais des voix s'élèvent pour demander une armée et une diplomatie autonomes, pour ne pas apparaître constamment comme un instrument états-unien. La voie demeure cependant étroite, car Chine et Corée se souviennent du militarisme nippon et demeurent chatouilleux face à une

réaffirmation armée du Japon. Il en va de l'équilibre des forces du globe, notamment en Asie-Pacifique (Wackermann G, 2007 : 96).

Pour sa part, la Chine a doublé le revenu par habitant en une courte décennie ; les classes moyennes et supérieures chinoises sont à même de pouvoir s'offrir de plus en plus de loisirs. Le Brésil, 5<sup>e</sup> pays le plus peuplé du monde, avec une population multiethnique de 184 millions d'habitants, a accédé au rang de 10<sup>e</sup> puissance économique mondiale ; le métissage constitue l'une de ses forces sociétales, représentant près de la moitié de la population : les 40% d'habitants encore pauvres annoncent des réserves imposantes de croissance interne ; la nouvelle vague de migrants en provenance surtout du Liban et du Japon, arrivée à partir du milieu du XX<sup>e</sup> siècle, a sensiblement conforté la dynamique entrepreneuriale. L'ère Lula Da Silva, inaugurée en 2002 sous des auspices fort favorables, n'a ni réussi ni déçu entièrement. Les réussites dans les domaines suivants ont néanmoins apporté des espoirs : en matière économique, la restauration de la confiance des investisseurs étrangers, la croissance soutenue et la réduction du chômage, le remboursement de la dette à l'égard du FMI (180 milliards de dollars US) ; en matière sociale, la réforme du système de protection sociale et la lutte contre la pauvreté (Selon Lula, 36 millions de Brésiliens auraient été arrachés à la misère et à la malnutrition). Le pays est entré résolument dans la mondialisation, faisant partie du « BRIC », comme l'Inde qui forme environ 700 000 ingénieurs chaque année et se situe dans le peloton de tête des pays du Sud en matière de hautes technologies. En 2006, Lula a été réélu président.

Pour l'équilibre mondial, l'avance de l'Europe et des Etats-Unis, bref de l'Occident, Japon inclus, en dépit des difficultés des uns et des autres, est un atout qu'il importe de conserver, un objectif qui est possible. Ceci d'autant plus que les turbulences constantes dans les pays émergents d'Asie et d'Amérique latine prêtent à inquiétude périodique. En Amérique latine, les aventures populistes et à connotation extrémiste de gauche (Bolivie, Chili, Venezuela...) ne contribuent pas à consolider les situations économiques.

L'envers de la médaille constitue cependant un enjeu déterminant pour l'avenir. Si la nécessité de l'ouverture des échanges est partagée par l'immense majorité des socialistes du globe, il importe de changer la manière de traiter la pauvreté dans un monde qui se globalise, une pauvreté dont l'accélération pose problème. Niveau de champ et d'opportunité ont subi

une mutation importante. La sécurité traditionnelle n'est plus qu'un rêve (Wackermann G., 2007 : 96).

Au total nous avons pu voir dans ce qui précède deux axes majeurs de la géopolitique économique mondiale actuelle. D'une part l'encadrement de la mondialisation se fait par des pays comme les USA et l'Europe occidentale. Il a été constaté une forte immigration mexicaine aux Etats-Unis et la proportion de cette population pourrait être vue à la hausse en raison de la forte natalité. En Europe de l'Ouest, on assiste au vieillissement de la population (Italie surtout) et à un problème de chômage (France). La Russie est en train de se repositionner au niveau international, forte de ses réserves en hydrocarbures. D'autre part, des forces asiatiques s'affirment comme Dubaï et la Chine. Dubaï s'est modernisé avec la construction de tours. La Chine multiplie ses investissements commerciaux. Le Brésil a fait de grands progrès et est entré dans le BRIC.

On perçoit alors les forces mondiales en présence alors que les pays sous-développés restent en marge de la mondialisation.

## **CONCLUSION**

En définitive, la mondialisation est loin d'être un phénomène nouveau puisqu'elle remonte depuis la période transnationale, permettant aux Européens de conquérir d'autres espaces, loin de leurs bases. Elle est entretenue par les firmes transnationales qui disposent de chiffres d'affaires élevés. Leur PNB se compare à celui des pays semi-développés voire même celui de l'Afrique. L'enrichissement mondial est inégalement réparti. D'un côté la Triade regroupe l'ensemble des moyens de productions et des richesses, d'un autre dans les pays du Sud sévissent la pauvreté et la misère. L'Afrique est en marge de la mondialisation et son poids dans l'économie mondiale est très insignifiant. L'espérance de vie y diminue avec le SIDA et la dépendance vis-à-vis de l'extérieur y est prégnante.

L'encadrement de la mondialisation par les grandes puissances est plus que manifeste. Les USA doivent faire face à l'immigration mexicaine. D'ici 2050, les Mexicains pourraient dépasser le nombre d'Américains d'origine en raison de leur forte natalité. Le projet de loi des pouvoirs publics de l'Etat fédéral pourrait limiter l'immigration mexicaine. Mais les lois et règlements sont modifiés, rectifiés et ajustés en fonction du régime et de l'idéologie du moment. En Europe de l'Ouest, on observe deux réalités récurrentes : le vieillissement de la

population, plus visible en Italie, et l'augmentation du taux de chômage (en France surtout). Les vagues d'immigration clandestine se multiplient dans le « vieux continent » mais l'UE peine à trouver une politique migratoire consensuelle et harmonisée entre des pays comme l'Italie et l'Allemagne d'une part, la France et les pays scandinaves, d'autre part. La Russie qui était sortie affaiblie de la guerre froide s'est repositionnée au niveau international à la faveur de ses réserves d'hydrocarbures. A côté de ces puissances, s'affirment des pays asiatiques comme Dubaï qui se modernise. La Chine multiplie ses offensives commerciales mondiales. Le Brésil est dans cette mouvance et est entré dans le BRIC<sup>9</sup>.

Dans ce monde économiquement concentré, où placer les pays pauvres ? Leur position est périphérique, marginale. Les stratégies de leur insertion à l'économie mondiale doivent privilégier la réduction de la pauvreté. Une stabilité macroéconomique est plus que nécessaire en plus des réformes structurelles et des mesures incitatives sur l'emploi, l'éducation et la formation. Le rôle des économies avancées devrait se situer dans l'aide publique au développement, dans la stimulation des échanges. Le FMI et l'OMC doivent entrer dans ce jeu avec des conditionnalités moins rugueuses pour les pays pauvres. Au final, la croissance doit être de rigueur pour combler le gap entre pays développés et pays en développement.

Cette recherche théorique a permis de saisir les leviers du système-monde détenus par les FMN, les pays développés et certains pays de l'Asie du Sud-est. Les centres d'impulsion ont des périphéries retrouvées dans les pays en développement. L'Afrique a une part très faible dans l'économie mondiale. Parmi les faiblesses de l'article, notons la difficulté d'avoir des données beaucoup plus actualisées et son aspect assez théorique.

L'accroissement de la mondialisation dominée par les grandes puissances et renforçant les inégalités mondiales au détriment des plus pauvres, fait l'objet de vives protestations à l'échelle mondiale par l'organisation de sommets s'opposant à ceux des pays riches par le biais des mouvements altermondialistes

---

<sup>9</sup>Brésil, Inde et Chine. Ces pays émergents représenteront les plus gros potentiels de croissance économique dans les années à venir et ont en conséquence les faveurs des investisseurs qui leur ont trouvé cet acronyme.

## BIBLIOGRAPHIE

- Adda J. (1996) La mondialisation de l'économie 1 : genèse 2 : problèmes, La Découverte, Paris
- Agricoliansky E., Fillieule O., Mayer N., (2005) L'altermondialisme en France, la longue histoire d'une nouvelle cause, Flammarion, Paris
- Aguiton C. (2001), Le monde nous appartient, Plon, Paris
- Barlow M. (2002), La bataille de Seattle : sociétés civiles contre la mondialisation marchande, Fayard, Paris
- Beck U. (2003), Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation, Aubier, Paris
- Bedarida F. (1974), L'Angleterre triomphante, 1832-1914, Hatier Université, Paris.
- Beiton A. (2002) in « Sciences sociales », 3e édition, 412 pages
- Berger S. (2003), Notre première mondialisation, Le Seuil, Paris.
- Bernard F. (dir.) (2002), Dictionnaire critique de la mondialisation, Le pré aux clercs, Paris
- Bertrand A., Kalafatides L., OMC : le pouvoir invisible, Fayard, Paris
- Bertrand B. (1995), La fin des territoires, Fayard, Paris
- Boutros G. B., (2002), Démocratiser la mondialisation, Editions du Rocher, Paris
- Buhour C. (1996), Le commerce international du GATT à l'OMC, Le Monde éditions, Paris
- Cameron R. (1971), La France et le développement économique de l'Europe, 1800-1914, Le seuil, Paris.
- Carfantan J-Y (1996), L'épreuve de la mondialisation, Le seuil, Paris
- Cohen D. (1997), Richesse du monde, pauvreté de nations, Flammarion, Paris
- Cohen D. (1999), Nos temps modernes, Flammarion, Paris
- Cohen D. (2004), La mondialisation et ses ennemis, Hachette, Paris
- Cohen E. (1996), La tentation hexagonale, Fayard, Paris.
- Cohen E. (2001), L'ordre économique mondial, Fayard, Paris.
- Cohen S. (2003), La Résistance des Etats, les démocraties face aux défis de la mondialisation, Le Seuil, Paris.
- Crouzet F., (1986), « Remarques sur la formation d'une économie mondiale » in Revue Histoire, économie et société, Paris.
- Crouzet F., (2000), histoire de l'économie européenne, 1000-2000, Albin Michel, Paris.
- Crouzet F. (2002), « De la mondialisation », in revue Historiens et géographes, Paris.

- David F. (1994), Les échanges commerciaux dans la nouvelle économie mondiale, PUF, Paris.
- Durousset M. (1994), La mondialisation de l'économie, Ellipses, Paris.
- Fishman T. (2005), La Chine, première entreprise mondiale, Vuibert, Paris.
- FMI (2000) La mondialisation faut-il s'en réjouir ou la redouter ?, 12 pages.
- FMI (2000), Act of the conference « promoting dialogue global challenges and global institutions », American university Washington, 12 pages.
- Forrester V. (1996), L'horreur économique, Fayard, Paris.
- Forrester V. (2000), Une étrange dictature, Fayard, Paris.
- Fougier E. (2004), Altermondialisme, le nouveau mouvement d'émancipation ?, Lignes de repères, Paris.
- Gadrey J. (2000), Nouvelle économie, nouveau mythe ?, Flammarion, Paris.
- Géorge S., Wolf M., (2002), Pour et contre la mondialisation libérale, Grasset, Paris.
- Goldsmith E., Jerry M., (dir.) (2000), Le Procès de la mondialisation, Fayard, Paris.
- Gordon P., Meunier S. (2002), Le nouveau défi français : la France face à la mondialisation, Odile Jacob, Paris.
- Gosson C. (2002), Génération Seattle : les rebelles de la mondialisation, Grasset, Paris.
- Gret M., Sintomer Y., (2005), Porto Alegre, l'espoir d'une autre démocratie, La Découverte, Paris.
- Guenin J.de . (2004), ATTAC ou l'intoxication des personnes de bonne volonté, Institut Charles Coquelin, Paris.
- Huntington S. P. (1997), Le choc des civilisations, Odile Jacob, Paris.
- Izraelewicz E. (2005), Quand la Chine change le monde, Grasset, Paris.
- Jegourel Y. (2002), La Taxe Tobin, La Découverte, Paris.
- Jouanneau D., Le GATT, Que sais-je ?, PUF, Paris.
- Khavan F. (1995), Le nouvel Ordre commerce mondial, Nathan, Paris.
- Klein N.(2001), No logo, la tyrannie des marques, Actes Sud, Paris.
- Lamy P. (2002), L'Europe en première ligne, Le Seuil, Paris.
- Laudicina P. (2005) Le désordre du monde, les grands axes de l'avenir, Paris CEDEX 222, pages.
- Lenain P. (2002), Le FMI, La Découverte, Paris.
- Minc A. (2000), La mondialisation heureuse, Grasset, Paris.

Nonjon A., (1999), La mondialisation, Sedes, Paris.

Ohmae K. (1996), De l'Etat-nation aux Etats-régions, Dunod, Paris.

Pantz D. (1998), Institutions et politiques commerciales internationales du GATT à l'OMC, Colin, Paris.

Parini L. (2001), Etats et mondialisations, L'Harmattan, Paris.

Rainlelli M., L'OMC, La Découverte, Paris.

Reich R. (1993), L'économie mondialisée, Dunod, Paris.

Revel J.-F. (2002), L'Obsession anti-américaine, Plon, Paris.

Roozen N. (2002), L'aventure du commerce équitable : une alternative à la mondialisation, J.-C. Lattès, Paris.

Seurot F. (1987), Le commerce Est-Ouest, Economica, Paris.

Sommier I. (2001), Les nouveaux Mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation, Flammarion, Paris.

Stiglitz J. E. (2002), La grande Désillusion, Fayard, Paris.

Todd E. (2002), Après l'empire, Gallimard, Paris.

Wackerman G. (2007) La mondialisation, approche géographique, Paris, Ellipses édition Marketing SA, 288 pages.